

**Présentation du dossier 32 « *Face aux ruptures, être prêt.* »**

Les lignes qui suivent visent à replacer l'article que vous allez lire dans le cadre général du prochain dossier du [Cercle Maréchal Foch](#), « *Face aux ruptures, être prêt* ».



CERCLE  
MARÉCHAL FOCH

Novembre 2025

Face aux  
ruptures,  
être prêt.

32

En effet, début 2025, le Cercle Maréchal Foch diffusait via THEATRUM BELLI son dossier de réflexion n° 31 « [Le temps des ruptures](#) ». S'appuyant sur le vote récent de la loi de programmation militaire 2024-30, le dossier prenait acte des nouvelles formes de conflictualité, du retour de la force désinhibée comme composante des relations interétatiques, du choc culturel que le retour de la guerre en Europe orientale constituait pour les populations « *apaisées* » de l'Union européenne, vivant dans un espace sans frontières, sans ennemi, sans idéologie collective...).

On y évoquait les enjeux nationaux et internationaux, les défis technologiques et capacitaires, les questionnements éthiques et moraux qui découlaient de ce « *changement d'époque* ».

Un nouveau dossier, n° 32, est en cours de rédaction, intitulé « **Face aux ruptures, être prêt** ». Sans empiéter sur le rôle des organismes officiels et s'inspirant de la version 2025 de la revue nationale stratégique, il vise à dégager des principes généraux ou des orientations plus techniques qui pourraient soutenir les réflexions de tous ceux que le sujet de la défense nationale, dans le cadre européen, intéresse et, aujourd'hui, préoccupe. Ce dossier se refuse à un pessimisme qui encombre souvent les analyses de la situation actuelle et, en contrepoint de ce pessimisme du chemin à parcourir, entend mettre en avant un optimisme d'action et du but atteignable. Il entend cependant rester lucide et réaliste en s'appuyant sur l'expérience du passé, lointain comme plus récent...

Les allusions à « *l'entre-deux guerres* » étant nombreuses aujourd'hui, la première partie du dossier regroupera quelques éclairages sur les années 1935-1940. Il ne s'agit pas réécrire « *L'étrange défaite* » sans le talent de Marc Bloch, mais de choisir dans les prémices de la catastrophe de 1940 quelques instants où, avec le recul, il paraît incompréhensible qu'un voyant rouge ne se soit pas allumé sur le tableau de bord national, ou plutôt, s'étant allumé, pourquoi il fut si difficile de se préparer à l'épreuve qui s'annonçait.

Plus près de nous, la deuxième partie fait appel directement à nos rédacteurs, tous acteurs de la fin de guerre froide et de « *la guerre mondiale de la France* » pour reprendre le titre d'un livre récent de Michel Goya. À partir de la fin des années 1970, et surtout de 1990, les armées françaises (et l'on s'intéressera plus particulièrement à l'armée de Terre) ont été placées dans des situations opérationnelles imprévues, lointaines et exigeantes, dans un contexte de réduction de leurs moyens. De l'avis général, si les buts politiques furent loin d'être toujours atteints, les buts militaires le furent, avec plus ou moins de publicité, au prix d'efforts, y compris humains, souvent occultés. Cette partie récapitulera certains de ces efforts et permettra, nous l'espérons, de croire au « *succès des armes de la France* » pour les défis qui s'ouvrent désormais à nos armées.

La troisième partie se lancera dans l'exercice de la prévision dont on sait la difficulté, surtout, pour reprendre la boutade célèbre, lorsqu'elle traite de l'avenir. Il s'agira en fait d'un exercice de conviction de la part de rédacteurs qui, forts de leur expérience passée mais également de leur enracinement dans les réalités du moment, mettront sur la table « *de la nourriture pour l'esprit* », sans obligation de consommer !

Innovation majeure par rapport aux dossiers précédents, nous avons choisi de ne pas attendre d'avoir réuni l'ensemble des contributions de ce dossier n° 32 pour les mettre à la disposition de nos lecteurs. Elles seront publiées par THEATRUM BELLI au fur et à mesure de leur disponibilité, avant d'être réunies sous une forme complète. Vous trouverez donc ce rappel du but général et de l'articulation du dossier en tête de chaque publication, accompagné de l'indication de la partie à laquelle elle se rattache.

**par le Colonel (ER) Claude Franc, historien du Cercle Maréchal Foch**

\*\*\*

**L'esprit de Munich constitue aujourd'hui dans la mémoire collective le symbole de la lâcheté et de l'aveuglement pacifiste. L'expression caractérise celui qui préfère trahir ses amis et ses convictions, plutôt que d'assumer le conflit avec un prédateur, que seule la force pourra arrêter. Mais elle est aussi devenue une excuse commode pour ceux qui veulent pousser à l'action les autorités politiques, quand bien même toutes les conditions de victoire ne sont pas réunies. La tentation est grande de vouloir justifier son audace afin de ne pas tomber dans le travers de ceux qui n'ont pas su voir les choses ni sentir l'histoire il y a presque un siècle. Mais l'histoire de bégaie pas. Et même si la situation en Europe centrale du XXI<sup>e</sup> siècle évoque celle du XX<sup>e</sup> siècle, il faut rester prudent dans les amalgames historiques. C'est ce que montre cet article sur l'esprit de Munich.**

\*\*\*

Le 30 septembre 1938, une foule immense se presse à l'aéroport du Bourget pour accueillir le président Daladier, de retour de Munich où s'est tenue la Conférence sur l'Affaire des Sudètes entre Hitler, Mussolini, instigateur de la Conférence, Chamberlain, Premier ministre britannique et lui-même. D'humeur maussade, peu fier d'avoir « lâché » les alliés tchèques à l'hégémonie nazie, le président du Conseil n'en mène pas large, pensant se faire conspuer par une foule en colère. Quelle n'est pas sa stupéfaction, de se rendre compte en posant le pied sur le tarmac, d'être acclamé pour avoir « sauvé la paix ». Sa réaction est empreinte de beaucoup de lucidité, puisque, Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, qui l'avait accompagné, l'entend murmurer « Ah les cons ! ».

### **Que s'était-il passé ?**

Le Traité de Versailles avait amputé l'Allemagne de la région des Sudètes au profit du tout jeune État tchécoslovaque. Or, cette région était peuplée de plus de 3 millions d'Allemands de souche qui, soumis à la propagande effrénée du délégué du parti nazi, Heinlein, demandaient leur rattachement au Reich. Hitler avait en effet décidé, fidèle à sa stratégie de l'artichaut<sup>[1]</sup>, de récupérer les Sudètes, après avoir « digéré » l'Autriche. Or, en 1925, la France avait signé un pacte d'assistance avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, et, depuis 1919, elle entretenait à Prague une mission militaire très active qui faisait de la Tchécoslovaquie un allié très solide de Paris.

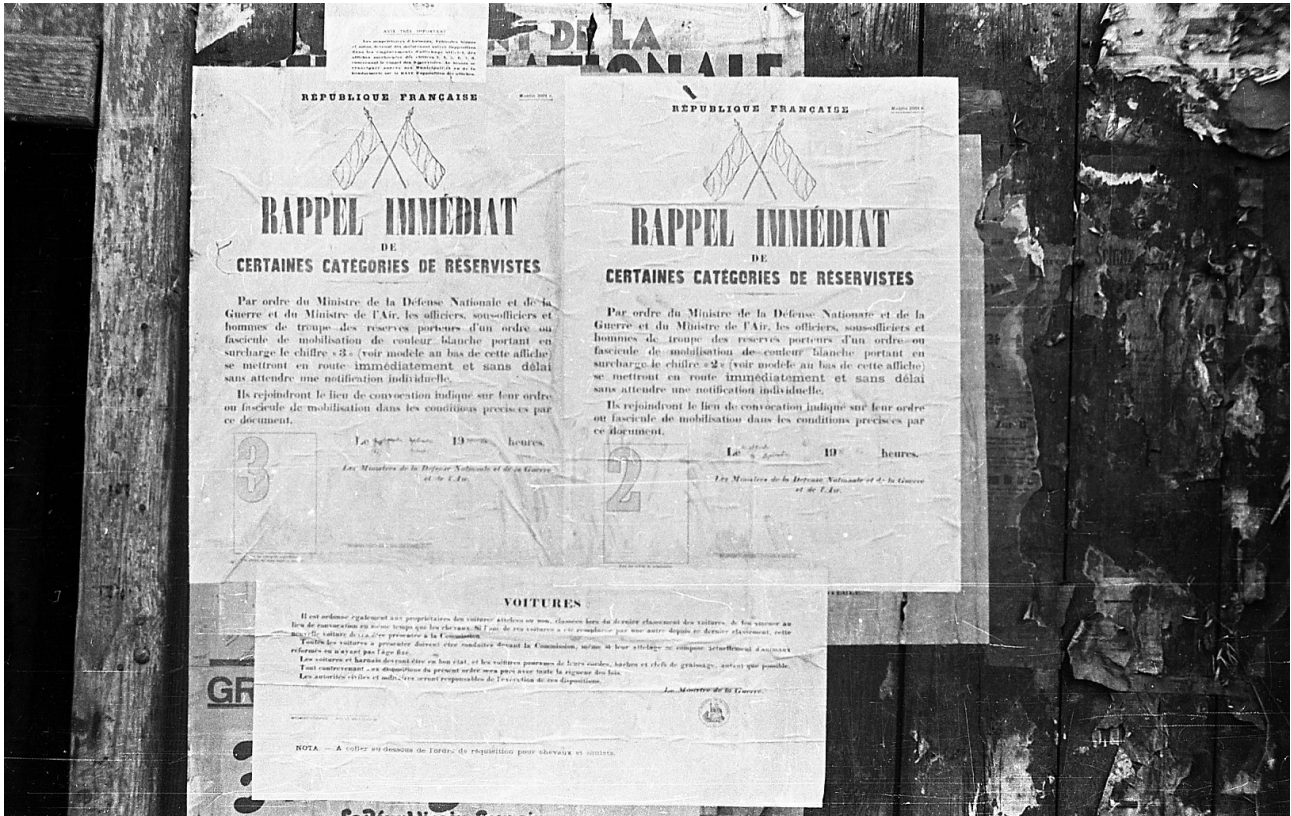
Au printemps et au début de l'été 1938, la tension monte entre Prague et Berlin, au point de créer un nouveau foyer de crise en Europe centrale. L'intégrité territoriale de la Tchécoslovaquie est en jeu. Chamberlain, Premier ministre britannique, se pose en défenseur de la Paix, au nom d'une politique d'apaisement vis-à-vis d'Hitler et de ses revendications territoriales, politique partagée par la population britannique. Une visite triomphale des souverains britanniques à Paris, fin juillet, rassure sur la solidité de l'alliance franco-britannique, laquelle, estime-t-on à Paris et à Londres, devrait dissuader Hitler de toute idée de démembrement de la souveraineté tchécoslovaque.

Le mois d'août et la première quinzaine de septembre donnent lieu à des négociations entre Prague et Heinlein, pour aboutir à un refus brutal de ce dernier à tout projet de statut particulier de la population sudète à l'intérieur de la Tchécoslovaquie. Des préparatifs militaires – rappel de réservistes et suspension des permissions – ont ostensiblement lieu en Allemagne.

Le 12 septembre, agressif et menaçant, Hitler prononce un discours enflammé, tandis qu'Heinlein exige le rattachement pur et simple des Sudètes au Reich. Alors que la crise monte d'un cran, Chamberlain persiste à se montrer temporisateur et décide de rencontrer Hitler pour trouver une solution « *pacifique* » à la crise durant laquelle Paris observe un alignement inconditionnel sur Londres. Arguant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Hitler reste intransigeant et montre sans scrupule son intention délibérée d'aller jusqu'à la guerre avec la Tchécoslovaquie et ses alliés franco-britanniques. A ce moment-là, la grande presse française, suivant en cela le *Times* incline à céder aux exigences allemandes pour « *sauver la paix* ». Dans ce contexte hautement délétère, le 18 septembre, les gouvernements français et britannique finissent par conseiller à Beneš, chef du gouvernement tchécoslovaque, de céder aux injonctions hitlériennes. Le surlendemain, Léon Blum commente la situation dans *Le Populaire* : « *La guerre est probablement écartée, mais dans des conditions telles que moi, qui n'ai cessé de lutter pour la paix, qui, depuis bien des années, lui ai fait d'avance le sacrifice de ma vie, je n'en puis éprouver de joie et que je me sens partagé entre un sentiment de lâche soulagement et la honte* ».

Le 22 septembre, Chamberlain reprend l'avion pour Bad Godesberg pour informer officiellement Hitler de la résignation tchèque. Mais Hitler élève alors la barre de ses exigences : L'annexion des Sudètes doit être effective la semaine suivante, et, en outre, la Tchécoslovaquie doit céder des territoires à la Hongrie et à la Pologne (Teschen). Pour Benes, la coupe est pleine, il décrète la mobilisation générale. Le 23, Hitler s'enflamme devant une foule en délire « *Nous avons réalisé un armement tel que le monde n'en a jamais vu. Maintenant, peuple allemand, porte tes armes !* ».

**Le 24 septembre, la France décrète une mobilisation partielle** qui porte quand même sur presque un million d'hommes. Contraint par les événements, Chamberlain décrète quant à lui, la mobilisation de la Flotte, mais croit encore dans le résultat d'ultimes négociations, lorsque Mussolini propose la tenue d'une ultime conférence, dont Hitler accepte le principe, à Munich. L'opinion retient son souffle, le spectre de la guerre paraît pouvoir être évité. Avant de s'envoler pour Munich, Daladier consulte Gamelin qui lui avoue le rapport de force catastrophique entre l'armée de l'Air et la *Luftwaffe*.



Les accords sont conclus dans la nuit du 29 au 30 septembre. Londres et Paris ont lâché Prague sur toute la ligne. La paix est sauvée, mais à quel prix ! Faisant preuve d'une naïveté sans commune mesure, qui sera démentie par les faits moins de six mois plus tard, Chamberlain, s'écrie depuis le balcon de Buckingham « *Mes amis, c'est la seconde fois dans notre histoire qu'est venue d'Allemagne la paix dans l'honneur. Je crois que c'est maintenant la paix pour notre époque* ».

Comment expliquer cette capitulation des démocraties, notamment la France ? La plus évidente est certainement le soulagement éprouvé par toute une population, qui ne voulait pas revivre les hécatombes de conflit précédent. Les 1 300 000 morts de la Grande Guerre ont marqué profondément la population dans son ensemble. Ces pertes humaines, se répercutent dans la pyramide des âges : à compter de 1935, début des « *classes creuses* », le nombre des décès est plus élevé que celui des naissances. A ce bilan humain, il faut ajouter les ruines matérielles, la cathédrale de Reims est seulement sur le point d'être reconstruite et rendue au culte, ainsi que la ruine économique et financière du pays. Le pacifisme français est celui d'un peuple qui ne veut plus « *revoir ça* ». Les associations d'anciens combattants, Union fédérale (UF) et Union nationale des combattants (UNC), font preuve d'un antimilitarisme acharné ; les anciens combattants ont fait la « *der des der* » et il n'y en aura plus d'autre !



Henri de Kérillis (1889-1958).

Dans le monde politique, la SFIO porte au pinacle cet esprit pacifiste, dont le chantre est Paul Faure, même si Léon Blum oscille sans cesse entre son ardente volonté de paix et sa volonté lucide d'arrêter Hitler. Au groupe parlementaire, les partisans des accords de Munich l'emportent et la discipline de vote entraîne les socialistes, à une exception près, à les approuver avec une droite également quasiment unanime (seul Henri de Kérillis a voté contre), et, avec la même discipline de vote, les 73 députés communistes refusent quant à eux de reconnaître les accords de Munich. Le Front populaire a explosé, pris dans l'étau de la contradiction entre le pacifisme et la lutte antifasciste. Suivant la ligne ordonnée par Moscou, le PCF s'est montré la force politique la plus opposée à la capitulation munichoise.

La droite et la droite extrême n'ont pas d'idéologie pacifiste, mais ils le sont devenus par raccroc. À peu d'exceptions près, ses membres refusent de soutenir les Tchèques non pas tant par pacifisme, mais parce qu'à leurs yeux, le danger hitlérien est moins menaçant que le communisme. Benoist-Méchin, qui deviendra un chantre de la collaboration écrit le 7 octobre<sup>[2]</sup> : *L'URSS n'a jamais, eu l'intention de se battre, mais de faire se battre la France et l'Allemagne. Elle a agi pour pousser tout le monde à bout et se dérober ensuite. Staline se réservait d'intervenir au moment où les États s'écrouleraient pour planter sur leurs ruines le drapeau de la révolution communiste* ».

Cette capitulation a produit un répit de faible durée, puisque le 15 mars suivant, la *Wehrmacht* envahissait la Bohême-Moravie qui se trouvait annexée au Reich. Les accords de Munich, célébrés au moment de leur conclusion, auront vécu six mois. Chamberlain déclare : « *Herr*

*Hitler is not a gentleman* ». Le 23 août, Ribbentrop et Molotov signent un pacte de non-agression et, le 1<sup>er</sup> septembre suivant, l'Allemagne déclenche la Seconde Guerre mondiale en envahissant la Pologne, justifiant ainsi la prophétie de Churchill : *Vous aviez le choix entre la honte et la guerre. Vous avez choisi la honte et vous aurez la guerre* ».

Cet épisode marquera les générations suivantes, l'adjectif « *munichois* » s'apparentant à « *capitulard* ».

La question qui est posée par la capitulation de Munich est celle de savoir jusqu'où peut aller une politique de concession face à un adversaire déterminé. Les abandons britanniques et français ont pris la forme d'une véritable reddition. Le pacifisme intégral est un acte de soumission, que l'on verra réapparaître, cette fois-ci en Allemagne au début des années 1980 lors de la crise des euromissiles avec un slogan hautement évocateur : « *Plutôt rouge que mort* », slogan parfois sous-jacent, avec d'autres mots, dans certains commentaires depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie...

---

#### NOTES :

1. Expression du général Beaufre. Il s'agit de décomposer un problème stratégique complexe en plusieurs « *sous problèmes* » et de les traiter un à un, comme on enlève une à une les feuilles d'un artichaut. C'est ainsi que, pour recouvrer les frontières allemandes de 1914, Hitler avait commencé par réoccuper la rive gauche du Rhin, réalisé l'annexion (*Anschluss*) de l'Autriche, qui n'était pas allemande en 1914, et qu'il va ensuite viser le Corridor polonais de Dantzig, après avoir récupéré Memel.
2. In *L'émancipation nationale*.